



Conseil Académique du 17 novembre 2022
Procès-verbal approuvé

➤ **Membres du conseil académique :**

Membres présents :

Collège des enseignants-chercheurs et enseignants – collège A :

Maria Immaculada FABREGAS ALEGRET ; Jacques FROMENT ; Isabelle LINOSSIER ; Tahar LOULOU ; Sandrine THUILLIER ; Mathias TRANCHANT (Président de séance)

Collège des enseignants-chercheurs et enseignants – collège B :

Mickaël CASTRO ; Kévin MARTIN ; Frédéric PUGNIERE-SAAVEDRA

Collège des personnels BIATSS :

Karim BELGHIT ; Karen LE DESSERT ; Roseline LE SQUERE

Collège des doctorants :

Thibault BARRET ; William PENSEC ; Françoise THOMAS

Collège des usagers :

Apolline THEUIL

Collège des personnalités extérieures :

Michel TOULMINET

Membres représentés :

Collège des enseignants-chercheurs et enseignants – collège A

Christine CHAUVIN donne procuration à Isabelle LINOSSIER
 Gilles DURRIEU donne procuration à Jacques FROMENT
 Yves GROHENS donne procuration à Mathias TRANCHANT
 Marie-Christine MICHAUD donne procuration à Mathias TRANCHANT

Collège des enseignants-chercheurs et enseignants – collège B

Jean-Marc CADOU donne procuration à Mickaël CASTRO
 Cédric FRAMBOURG donne procuration à Sandrine THUILLIER
 Laurence MOLINERO donne procuration à Frédéric PUGNIERE-SAAVEDRA
 Béatrice VEDEL donne procuration à Jacques FROMENT

Collège des BIATSS

Nolwenn LECLOAREC-LE GALLIOT donne procuration à Karim BELGHIT

Collège des doctorants

Julien GAMBADE donne procuration à Thibault BARRET

Collège des personnalités extérieures

Dominique JESTIN donne procuration à Tahar LOULOU
 Christine LE STRAT donne procuration à Tahar LOULOU

➤ **Membres invités présents :**

Sébastien LE GALL, vice-Président du CA ; Nathalie LESCOAT, directrice des affaires statutaires et juridiques ; Sonia JAFFRO, directrice des ressources humaines ; Gilles GASSELIN, directeur du pôle étudiants santé et handicap ; Claire SALLIC, directrice de la vie étudiante et des campus ; Sylvie DESOUSA, stagiaire ; Laure DARLEON, chargée d'affaires statutaires et juridiques - secrétaire

Ordre du jour :

- 1 – Procès-verbal de la séance du conseil académique plénier du 5 mai 2022**
- 2 – Campagne d'emplois 2023 : qualification des postes d'enseignants-chercheurs**
- 3 – Schéma Directeur du Handicap 2023-2027**

Le Président de séance, Mathias TRANCHANT, ouvre la séance.

Annonce est faite des membres présents ainsi que des procurations.

1 – Procès-verbal de la séance du conseil académique plénier du 5 mai 2022

En l'absence de remarque, il est procédé au vote.

Le Conseil académique approuve, avec 28 votes pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du conseil académique plénier du 5 mai 2022.

Délibération n°2022-12

2 – Campagne d'emplois 2023 : qualification des postes d'enseignants-chercheurs

Mathias TRANCHANT rappelle que la campagne d'emplois est mise en œuvre chaque année selon un processus politique et un processus technique, et des instances participent ensuite à sa validation.

Sébastien LE GALL indique que le processus a débuté au printemps dernier au travers des premiers dialogues avec les directeurs et directrices de composantes et les directeurs et directrices de laboratoires. Il évoque notamment les 9 créations de postes LPR (Loi de Programmation de la Recherche) qui ont été notifiées à la fin de l'année 2021, ce qui permet d'améliorer le potentiel d'enseignement et de recherche de l'UBS. La campagne d'emplois 2023 comprend 6 créations de postes d'enseignants-chercheurs qui viennent compléter une campagne d'emplois plus classique liée à des republications ou des transformations de postes existants. À titre de comparaison, le CAC plénier avait analysé la qualification de 11 postes d'enseignants-chercheurs l'année dernière, alors qu'il faut, cette année, qualifier 22 postes d'enseignants-chercheurs. La campagne d'emplois se veut ambitieuse par le dégel anticipé d'un certain nombre de postes. La question du projet associé au poste était un élément essentiel dans les discussions. En termes de séquence, cette campagne d'emplois a été remontée fin août par les directeurs et directrices de composante. Le CT a rendu un avis favorable à l'unanimité, tout comme le CA. Il revient maintenant au CAC plénier de se prononcer sur la qualification des postes d'enseignants-chercheurs. La situation est complexe du point de vue budgétaire et les enjeux RH sont aussi des enjeux financiers mais la gouvernance a la conviction que la qualité de son service reposera sur la capacité à pouvoir donner aux laboratoires et composantes les compétences suffisantes pour mener à bien les projets.

Sébastien LE GALL propose de balayer chaque ligne du tableau et invite les membres du CAC à intervenir pour discuter d'un poste en particulier :

- MCF (création), ENSIBS, laboratoire IRDL, section 60, Mécanique, génie mécanique, génie civil
- PU (republication), ENSIBS, laboratoire LAB-STICC, section 61, Génie informatique, automatique et traitement du signal
- MCF (création), IUT de Lorient, laboratoire LAB-STICC, section 16, Psychologie et ergonomie
- MCF (republication), IUT de Lorient, laboratoire IRDL, section 62, Energétique, génie des procédés
- MCF (republication), IUT de Lorient, laboratoire IRDL, section 60, Mécanique, génie mécanique, génie civil
- MCF (création), IUT de Vannes, laboratoire LEGO, section 06, Sciences de gestion et du management
- MCF (republication), IUT de Vannes, laboratoire LAB-STICC, section 26, Mathématiques appliquées et applications des mathématiques

Jacques FROMENT souhaite formuler une observation devant les membres du CAC. Cette dernière ligne a été modifiée entre la pièce initiale transmise et la pièce jointe modifiée. Le premier tableau qui a été voté en CA mentionnait la republication de ce poste de MCF en section 26 par dégel anticipé suite au départ en retraite d'une collègue, avec affectation possible à deux laboratoires, le LAB-STICC mais aussi le LMBA. Or, l'affectation au LMBA a disparu dans le tableau modifié. Cette proposition de modification est problématique sur de nombreux points.

Sur le fond, lors de la précédente mandature, le CNRS avait rappelé à plusieurs reprises qu'il tenait à ce que tous les mathématiciens soient rattachés au laboratoire de mathématiques, à savoir le LMBA. Pour autant, cela n'exclut nullement des collaborations de recherche entre différents laboratoires. Il semblerait que la présidence ait décidé de soutenir le développement des activités recherche autour des systèmes d'information géographique en s'appuyant sur une petite équipe du LAB-STICC qui est constituée uniquement de deux personnes, un ingénieur de recherche CNRS en géographie et un MCF en informatique qui développent des activités assez éloignées de la statistique. Or, au LMBA, plusieurs statisticiens travaillent déjà sur des problématiques liées aux données spatiales et temporelles avec de nombreux projets en cours. L'équipe a d'ailleurs bénéficié d'un excellent rapport d'évaluation de la part du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES). Jacques FROMENT pense qu'il aurait été plus approprié de laisser ce poste au LMBA et de mettre en place des leviers pour faciliter les collaborations entre les différents laboratoires de l'UBS si le souhait était réellement de développer au sein de l'établissement des activités de recherche autour des données spatio-temporelles.

Sur la forme, dans le cadre de la préparation de la campagne d'emplois, les laboratoires auraient dû être associés aux composantes sur le profilage des postes. Or, le LMBA n'a pas été prévenu de la republication de ce poste à l'IUT de Vannes, ce qui n'a pas permis d'élaborer en amont un projet scientifique et de laboratoire tel que demandé par la présidence.

Par ailleurs, **Jacques FROMENT** rappelle que le CA a voté le rattachement sur les deux laboratoires, et non pas le tableau qui est soumis aujourd'hui en CAC. Pour valider un rattachement au laboratoire LAB-STICC, il lui semble qu'il serait nécessaire de faire revoter le CA pour rester dans la légalité en termes de procédure.

Jacques FROMENT rappelle enfin que, comme le montre l'historique des précédents recrutements en statistiques, les statisticiens sont attachés à travailler au sein de l'équipe de statistiques du laboratoire de mathématiques, le LMBA.

Mathias TRANCHANT souligne qu'il a été rappelé, dès le lancement de la campagne d'emplois, le rôle crucial des composantes dans l'initiative qui consiste à demander une création de poste, sa transformation ou son ouverture anticipée, et dans la conduite de la réflexion autour d'un projet recherche et formation qui doit présider au dépôt de toute demande de poste. Cet élément est extrêmement important pour la présidence. Ce processus de travail a été effectif pour tous les postes. Dans le cas de ce poste de MCF, la présidence a pré-ciblé les laboratoires concernés et il lui a été soumis un projet formation autour des statistiques à un niveau L1, L2, avec une part SIG. Sur la partie recherche, le seul projet provenait du laboratoire LAB-STICC autour des SIG. Suite au vote du CA, la présidence a appris que la direction du laboratoire LMBA n'avait pas été informée et mise dans la boucle des réflexions.

Mathias TRANCHANT ajoute que le CA vote sur les moyens et leur ventilation. Pour autant, il est habituel de présenter aux administrateurs et administratrices des éléments plus détaillés de la campagne d'emplois. Il est de la compétence du CAC de valider le tableau présenté aujourd'hui et non pas de la compétence du CA. Une évolution a eu lieu entre le vote du CA et aujourd'hui car la présidence s'est rendue compte d'une coquille dans le tableau puisque la proposition finale était celle d'un rattachement de ce poste au LAB-STICC qui était le seul laboratoire à avoir remonté un projet.

Mathias TRANCHANT ne pense pas que cette modification pose un problème particulier en termes de réglementation mais comprend que cette discussion ait aujourd'hui lieu en CAC. Il informe avoir reçu les deux directeurs des laboratoires concernés le lundi précédent pour que chacun explique ses positions. L'équipe du LAB-STICC a aussi été renforcée puisque l'ingénieur de recherche évoqué devient directeur de recherche à compter du 1^{er} novembre 2022, et sera ensuite titularisé. Cette équipe comprend donc un directeur de recherche CNRS très visible au niveau national qui est amené à développer à l'UBS ce secteur scientifique. Il a, auprès de lui, une MCF et le LAB-STICC a demandé deux postes de MCF dans le cadre de la campagne d'emplois pour constituer une équipe solide autour de ces questions. L'établissement est bien conscient que la pluridisciplinarité peut s'exercer dans certains laboratoires dès lors que le recrutement se fait correctement. L'ambition de l'UBS est maintenant de faire en sorte que le comité de sélection soit en capacité de recruter réellement un statisticien sur le plan de la formation mais également un chercheur qui va focaliser ses recherches dans le domaine des SIG. Ce type de profil existe sur le marché parmi de jeunes MCF et Mathias TRANCHANT n'a guère de doutes quant à la capacité de pouvoir avoir une offre qui soit en adéquation avec le profil du poste tel qu'il a été pressenti.

Sonia JAFFRO rappelle que la note de cadrage sur la campagne d'emplois est envoyée aux directeurs de composantes, directeurs de laboratoires, chefs de services et directeurs de services. Il était indiqué dans cette note de cadrage que charge revenait aux directeurs de composantes de prendre contact avec les directeurs de laboratoires. Elle ne sait pas si cela a été fait dans le cas présent mais l'information est, en tout état de cause, bien passée. Par ailleurs, le CA ne statue pas sur la qualification des postes ni sur l'affectation des postes, mais statue sur le volume des postes et la structure des emplois qui est proposée dans la campagne d'emplois. Il n'y a donc pas d'enjeu réglementaire sur le fait que le changement de laboratoire qui est intervenu impacte la validité du vote du CAC plénier.

Jacques FROMENT ne pense pas qu'il faille rejeter la faute sur l'IUT de Vannes en disant qu'il n'a pas consulté la laboratoire LMBA. Il aurait simplement fallu veiller à ce que les laboratoires potentiellement concernés soient au courant de la republication de ce poste de manière à pouvoir élaborer un profil.

Mathias TRANCHANT estime que cette situation servira de leçon. Il confirme un défaut de vérification d'une certaine manière même si les choses étaient claires dans la chaîne. La présidence sera attentive l'année prochaine à ce que les choses se déroulent de manière plus satisfaisante en termes de vérification. Il aurait été préférable de vérifier que le laboratoire LMBA eut bien été sollicité. Toutefois, il tient à rappeler que la procédure a bien été respectée.

Jacques FROMENT assure que le laboratoire LMBA ne remet pas en cause l'intérêt pour l'établissement de ce projet de recherche autour des SIG. Le laboratoire LMBA estime qu'il pourrait accueillir ce MCF dans de meilleures conditions parce qu'il s'y trouve la seule équipe de statisticiens, par ailleurs très bien évaluée et qui travaille déjà dans des domaines connexes aux SIG. Il ne faut pas penser que les projets de recherche ne puissent être menés qu'à l'intérieur d'un seul laboratoire. Jacques FROMENT estime enfin que ce MCF serait susceptible de demander, au bout de quelques années, son rattachement au LMBA, ce qui risquerait de porter un coup d'arrêt à ce projet de recherche. Le fait d'inscrire LMBA/LAB-STICC dans le tableau permettrait au collègue recruté de décider de son rattachement et éviterait des problèmes futurs.

Mathias TRANCHANT croit que le LAB-STICC a des collègues de psychologie qui vivent très bien leur rattachement à ce laboratoire, et ne souhaitent pas rejoindre le LP3C. Ces collègues mènent leurs activités scientifiques à un très haut-niveau et avec une très grande visibilité. Pour éviter que des mobilités se renouvellent, il faudra mieux rédiger les profils de poste recherche et que le recrutement soit parfaitement en adéquation avec le projet. Un recrutement très large de statisticiens aboutira certainement à ce que Jacques FROMENT vient d'évoquer parce que le projet ne sera que secondaire dans les modalités et les visées du recrutement. Il faut absolument que le projet soit au cœur des réflexions du comité de sélection.

Jacques FROMENT a du mal à comprendre que Mathias TRANCHANT ne souhaite pas tenir compte de l'historique. Il demandera aux membres du CAC de ne pas voter cette ligne pour éviter de futurs problèmes.

Sébastien LE GALL poursuit l'étude des différents postes :

- MCF (republication), IUT de Vannes, laboratoire LAB-STICC, section 27, Informatique
- MCF (création), UFR DSEG, laboratoire LEGO, section 6, Sciences de gestion et du management
- MCF (création), UFR DSEG, laboratoire LABLEX, section 01/02, Droit privé/Droit public
- PU (republication), UFR DSEG, laboratoire LABLEX, section 01, Droit privé (poste occupé à partir du 1^{er} septembre 2024 car concours d'agrégation ouvert en 2023)
- MCF (republication), UFR LLSHS, laboratoire TEMOS, section 21, Histoire, civilisation, archéologie et art des mondes anciens
- MCF (republication), UFR LLSHS, laboratoire HCTI, section 11, Etudes anglophones
- PU (création), UFR SSI, laboratoire LBCM, section 31/33, Chimie théorique / Chimie organique, minérale, industrielle
- PU (republication), UFR SSI, laboratoire LBCM, section 64, Biochimie et biologie moléculaire
- PU (republication), UFR SSI, laboratoire IRDL, section 28, Milieux denses et matériaux / Mécanique, génie mécanique, génie civil
- PU (republication), UFR SSI, laboratoire IRDL, section 60, Mécanique, génie mécanique, génie civil
- MCF (republication), UFR SSI, laboratoire LAB-STICC, section 61, Génie informatique, automatique et traitement du signal
- MCF (republication), UFR SSI, laboratoire LMBA, section 26, Mathématiques appliquées et applications des mathématiques
- MCF (republication), UFR SSI, laboratoire LMBA, section 26, Mathématiques appliquées et applications des mathématiques

- MCF (republication), UFR SSI, laboratoire IRISA, section 27, Informatique
- MCF (transformation), UFR SSI, laboratoire LBCM, section 66, Physiologie

Jacques FROMENT aimerait connaître les modifications avec le premier tableau transmis.

Sébastien LE GALL identifie deux modifications hormis la première déjà évoquée :

- PU (republication), UFR SSI, laboratoire IRDL, section **28/60**, Milieux denses et matériaux / Mécanique, génie mécanique, génie civil → PU (republication), UFR SSI, laboratoire IRDL, section **28**, Milieux denses et matériaux / Mécanique, génie mécanique, génie civil
- PU (republication), UFR DSEG, laboratoire LABLEX, section 01, Droit privé (**poste occupé à partir du 1^{er} septembre 2024 car concours d'agrégation ouvert en 2023**)

Il est procédé au vote.

Le Conseil académique approuve, avec 23 votes pour, 3 abstentions et 3 votes contre, la qualification des postes d'enseignants-chercheurs de la campagne d'emplois 2023.

Délibération n°2022-13

3 – Schéma Directeur du Handicap 2023-2027

Sébastien LE GALL rappelle que le schéma directeur du handicap est une aventure collective, portée politiquement par Stéphanie RENARD en sa qualité de chargée de mission inclusion, avec l'appui d'Anne ELAIN, vice-présidente vie des campus. Ce projet a été construit dans la durée et a donné lieu à des moments de partage. Au-delà de sa validation par le CAC plénier, il s'agit aussi d'une prise de conscience par les instances du projet politique qu'il y a derrière ce schéma directeur du handicap. Il donne la parole à Gilles GASSELIN, directeur du Pôle Étudiant Prévention santé et handicap (PEPsh), afin qu'il présente ce point.

Gilles GASSELIN explique que le Code de l'éducation prévoit que le CAC en formation plénière propose au CA un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap. Par ailleurs, l'article L712-3 prévoit que le CA adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le CAC. Le Code de l'éducation a été complété par une charte université handicap en 2012 qui invitait déjà les établissements à se doter d'un schéma pluriannuel selon 4 axes. L'Université a été plus loin puisque ce schéma est construit autour de 5 axes. Sont concernés les étudiants en situation de handicap, les agents en situation de handicap mais également l'écosystème environnement santé handicap, des projets de laboratoire, etc. En 2021, il y avait 573 étudiants en situation de handicap déclarés et il y en a aujourd'hui 690. Il recense 296 aménagements d'examens et 150 à 200 aménagements d'études. Il y a 55 agents en situation de handicap déclarés qui bénéficient d'une obligation d'emploi, soit 5,3 % de la masse salariale sachant que le seuil à atteindre pour les universités est fixé à 6 %. Toutefois, l'UBS est plutôt bien placée au niveau de la moyenne nationale. Enfin, Gilles GASSELIN évoque le projet HIT qui a été obtenu dans le cadre du PIA Territoire d'innovation. Son montant est de 6,9 M€ et il comprend 40 partenaires. L'UBS est responsable de l'axe 4 de ce projet qui s'intitule « Emploi et formation » et est porteuse de 6 opérations pour un montant de 844 k€.

Les premiers travaux concernant la rédaction de ce document ont débuté en 2015 par la constitution d'un groupe de travail sous la responsabilité de Virginie DUPONT. Un préprojet a été conçu en 2018-2019 mais n'a pas abouti pour diverses raisons. L'élection de Virginie DUPONT à la présidence de l'UBS, l'arrivée de Stéphanie RENARD à la vice-présidence vie des campus et de lui-même en tant que directeur du PEPsh ont permis de relancer la dynamique autour du schéma directeur. En termes de méthodologie, l'objectif était de faire preuve d'efficacité, avec une

adoption prévue avant fin décembre 2022, et d'avoir un document immédiatement opérationnel. Pour ce faire, les travaux du groupe de travail ayant eu lieu entre 2015 et 2018 ont été analysés et l'UBS s'est rapprochée d'autres universités pour étudier leur schéma directeur. Un groupe de travail restreint a été mis en place, et qui est constitué de Stéphanie RENARD, de Christophe MARTINEZ (DRH), de Ludivine BEAULANT (DRUID) et de lui-même (DVEC). La proposition comporte 49 fiches actions déclinées en 5 axes stratégiques et 13 objectifs opérationnels :

- Axe 1 : Consolider l'accueil, l'accompagnement, l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap (ESH)
 - o Objectif 1 : Favoriser l'accueil et la réussite des ESH
 - o Objectif 2 : Faciliter la participation des ESH à la vie étudiante
 - o Objectif 3 : Accompagner les ESH dans leur orientation et dans leur insertion professionnelle
- Axe 2 : Renforcer la politique des ressources humaines à l'égard des agents en situation de handicap
 - o Objectif 1 : Informer les agents sur les droits des PSH
 - o Objectif 2 : Renforcer la politique de recrutement des PSH
 - o Objectif 3 : Prendre en compte le handicap dans l'organisation du travail
- Axe 3 Développer l'accessibilité de l'Université
 - o Objectif 1 : Améliorer l'accessibilité des campus, du bâti et des équipements pédagogiques
 - o Objectif 2 : Développer l'accessibilité des outils et des ressources numériques
- Axe 4 : Mettre en place une politique d'information et de sensibilisation au handicap
 - o Objectif 1 : Sensibiliser la communauté universitaire au handicap
 - o Objectif 2 : Lutter contre les discriminations liées au handicap
- Axe 5 : Dynamiser la formation et la recherche dans le domaine du handicap
 - o Objectif 1 : Améliorer la lisibilité de la carte des formations dans le domaine du handicap
 - o Objectif 2 : Développer les formations dans le domaine du handicap
 - o Objectif 3 : Soutenir la recherche dans le domaine du handicap

Le projet a été présenté en bureau et en équipe de direction en septembre 2022. Ce même mois, deux webinaires de présentation aux agents et aux étudiants ont été organisés. Il a ensuite été présenté au CHSCT du mois d'octobre. L'avant-dernière étape est la présentation en CAC avant passage en CA en décembre pour approbation. Le schéma directeur du handicap sera lancé en janvier 2023.

Sébastien LE GALL remercie Gilles GASSELIN pour la présentation de ce projet dont l'intensité ne cesse de croître, avec des enjeux qui touchent l'ensemble des composantes et services de l'UBS. Ce schéma directeur a pour objectif de coordonner les diverses actions et donner des visibilitées avec des indicateurs pour progresser.

Gilles GASSELIN rappelle que le schéma directeur du handicap s'étalera de 2023 à 2027. Certaines actions demanderont à mobiliser des moyens tant humains que financiers, et il faudra donc en discuter lors des dialogues budgétaires avec la gouvernance.

Mickaël CASTRO signale que des actions ont déjà démarré dans le cadre du projet HIT. Il évoque notamment le DU Impression 3D Santé Handicap qui a été mis en place et qui va accueillir sa deuxième promotion de stagiaires dans quelques semaines. Ce DU forme des ergothérapeutes à l'impression 3D.

Sébastien LE GALL ajoute que ce schéma directeur du handicap participe à l'élaboration du projet d'établissement et a une dimension responsabilité sociétale. Il a par exemple été fait le

choix, dans le cadre de la campagne d'emplois BIATSS, de créer un poste de référent handicap sur les trois postes LPR dédiés à l'administration.

Sonia JAFFRO précise aussi qu'il y aura 6 % de recrutements au titre du handicap dans le cadre de la campagne d'emplois 2023 puisqu'il s'agit d'une obligation pour l'UBS.

Il est procédé au vote.

Le Conseil Académique approuve, à l'unanimité (27 votes pour), le Schéma Directeur du Handicap 2023-2027.

Délibération n°2022-14

Le Président de séance lève la séance à 14h10.

Le Président de séance
Mathias TRANCHANT